

Le mercredi 01 fév 2006

Rien à craindre

Charles Létourneau et Justin Massie

Il n'y a pas lieu de croire que le gouvernement Harper va transformer en profondeur la politique de défense du Canada. Loin d'être radicale, la politique des conservateurs sera plutôt le prolongement des initiatives du gouvernement Martin.

Les auteurs sont chercheurs à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes de l'Université du Québec à Montréal. Ils sont associés au Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix de l'Université de Montréal.

De l'avis de plusieurs, les conservateurs de Stephen Harper privilégient une politique de défense radicale. Le nouveau premier ministre est perçu comme étant plus «près» de Washington que ses prédécesseurs et son programme électoral vise à accroître les capacités militaires du Canada. Malgré ces dires, rien n'indique que le pire est à craindre.

Un programme ambitieux

Il est tout d'abord important de rappeler ce que prévoit le programme conservateur en matière de défense. Il vise à augmenter les capacités militaires du Canada, réduites par les coupures budgétaires des années 1990. Ceci devrait se traduire par une augmentation du budget de la Défense nationale de 5,3 milliards \$ sur cinq ans, qui s'ajoute aux hausses de 12,8 milliards annoncées par Paul Martin en 2005. Au total, ce sont 18,1 milliards qui seront ajoutés au budget de la Défense nationale d'ici 2010-2011.

Cet argent doit servir à recruter 13 000 nouveaux membres des forces régulières et 10 000 réservistes. Les conservateurs désirent également acquérir de nouveaux équipements afin que les Forces canadiennes (FC) soient en mesure d'assurer la souveraineté canadienne en Arctique et dans l'Atlantique notamment. Ils souhaitent enfin accroître les capacités de déploiement rapide des FC à l'étranger, dans le cadre d'opérations d'aide humanitaire, de maintien de la paix ou encore de lutte contre le terrorisme. Pour ce faire, Harper entend, entre autres, mettre sur pied un nouveau bataillon aéroporté, doubler les effectifs de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART), et doter le Canada d'au moins trois nouveaux avions de transport, trois brise-glaces armés, deux navires ravitailleurs et un navire de transport.

Cependant, malgré l'importance de ces nouvelles acquisitions, il serait faux de croire que le nouveau gouvernement adoptera une politique de défense plus radicale, ou plus prompte à utiliser la force que ses prédécesseurs. Au contraire, plusieurs facteurs l'en empêcheront. Premièrement, il ne faut pas oublier que Harper doit diriger un gouvernement minoritaire, ce qui signifie qu'il ne peut prendre de décision sans l'appui d'au moins un des partis d'opposition. Cette situation fait en sorte qu'il ne pourra revenir unilatéralement sur les décisions concernant la défense antimissile, la guerre en Irak, ou tout autre dossier controversé.

Deuxièmement, la situation internationale ne laisse présager aucune décision importante concernant l'armée canadienne dans un avenir rapproché. L'enlèvement américain en Irak fait en sorte que les États-Unis ne risquent pas de s'aventurer dans d'autres opérations militaires d'envergure. De plus, les FC sont déjà considérablement engagées en Afghanistan, où elles doubleront leurs effectifs d'ici les prochaines semaines pour atteindre plus de 2000 soldats. Ceci permet d'exclure toute autre mission significative à l'étranger à court terme. Enfin, le dossier de défense antimissile ne nécessite pas de décision pressante de la part du Canada et Harper ne prendra

certainement pas le risque de rouvrir cette boîte de pandore sans raisons valables.

Continuité

Loin d'être radicale, la politique de défense de Harper est plutôt le prolongement des initiatives du gouvernement Martin. Elle s'inscrit dans le cadre de l'Énoncé de politique de défense du Canada publié au printemps dernier. D'ailleurs, tout porte à croire que les conservateurs n'entameront pas un nouvel examen de la sorte. En d'autres mots, Harper poursuivra les mêmes objectifs généraux que les libéraux: assurer la sécurité, la prospérité et la souveraineté canadiennes. Il ne s'agit pas d'éléments nouveaux. Malgré l'ère Chrétien, durant laquelle les FC ont subi des compressions budgétaires sans précédent, la politique de défense canadienne a toujours servi ces mêmes trois objectifs et, ce faisant, a toujours oscillé entre rapprochement et distance vis-à-vis des États-Unis.

Contrairement à la croyance populaire, rien n'indique que les conservateurs seront plus «près» de Washington que ne le furent les libéraux. Ce sont ces derniers qui ont 1) malgré le refus de participer à la guerre en Irak, appuyé (certes a posteriori et indirectement) politiquement et financièrement l'intervention américano-britannique, notamment par la formation de policiers irakiens en Jordanie et par l'octroi de plusieurs centaines de millions \$ à la reconstruction du pays; 2) accepté que le système de détection de NORAD soit utilisé par les Américains dans le cadre de la défense antimissile; et 3) décidé de déployer les FC en Afghanistan, aux côtés de troupes américaines, dans ce qu'on qualifie comme étant leur assignation la plus dangereuse depuis la guerre de Corée. Harper a par ailleurs exprimé son intention d'assumer les responsabilités internationales du Canada envers l'ONU et l'OTAN, poursuivant ainsi la tradition canadienne en la matière.

En terminant, il faut se rappeler que la dernière fois que les conservateurs furent au pouvoir, ils ont fait des promesses semblables à celles de Harper. Dans le Livre blanc de 1987, l'ancien premier ministre Mulroney prévoyait, entre autres, des investissements massifs dans les FC et l'acquisition de matériel de pointe, dont des sous-marins à propulsion nucléaire. Ses intentions ne se sont jamais concrétisées. Même si la conjoncture internationale était bien différente, puisqu'on assistait alors à la fin de la guerre froide et que les finances gouvernementales étaient en déficit, il sera intéressant de voir si les nouveaux conservateurs sauront respecter leurs engagements et ce, sans trop créer de remous politiques.